

Étudiants - Travailleurs : un même combat !

Depuis janvier l'agitation reprend à l'Université. Etudiants et enseignants ont repris la lutte contre la politique du pouvoir à l'égard de l'Université, contre la Réforme E. Faure et « sa » participation. Les étudiants sont-ils d'éternels mécontents, des agités invétérés ? C'est ainsi que la presse et la radio aux ordres du pouvoir voudraient les présenter. Assez de mensonges, rétablissons la vérité !

- ★ 34 étudiants sont exclus de l'Université et la plupart envoyés à l'armée. On leur reproche d'avoir occupé le rectorat pour demander au recteur des explications sur :
 - la suppression injustifiée de certaines bourses et certains sursis et sur le non-paiement de l'ensemble des bourses (2 mois de retard !)
 - la garantie de l'expression politique à l'Université.

● LE 31 JANVIER

A Nanterre, les « appariteurs musclés » (dont certains étaient dans la police au temps de Vichy) se livrent à de véritables ratonnades dans les couloirs de la faculté, armés de matraques et de barres de fer. Frappant indistinctement jusque dans les bibliothèques et les salles de cours étudiants et professeurs, ils veulent « régler leurs comptes » aux « meneurs ».

● LE 10 FEVRIER

A la Sorbonne, des professeurs s'apprêtent à partir en délégation au ministère de l'Education nationale. Les gardes mobiles, armés de fusils et de lance-grenades les en empêchent.

Pourquoi E. Faure répond-il aux revendications des étudiants et des enseignants par l'installation de la police dans les facultés et l'intimidation individuelle de ceux qui continuent à lutter ?

Parce que derrière lui, c'est toute la bourgeoisie qui doit mener une bataille décisive.

Mai a montré la faiblesse du pouvoir bourgeois. Novembre (crise monétaire) l'a confirmée. Le régime connaît une instabilité chronique, une crise latente. La marge de manœuvre de la bourgeoisie face aux étudiants et aux travailleurs en est d'autant plus limitée.

Il lui faut briser tout mouvement de lutte. Il lui faut imposer les mesures d'austérité et de répression politique (hausse des prix, licenciements, extension du chômage). C'est contre cette politique qui vise tous les salariés que nous luttons.

A L'UNIVERSITE, la loi FAURE est l'expression de cette politique de la bourgeoisie :

- soumission de l'Université aux intérêts du patronat (qui est représenté dans les conseils : 1/3 de « personnalités extérieures à l'Université »)
- continuation du **plan Fouchet** : **sélection et élimination** des étudiants en fonction de leur origine sociale par les formes d'examens mises en place **dès le secondaire**.

ENSEIGNEMENT

- Savoir étroitement **spécialisé** qui interdit au cadre licencié toute reconversion, qui interdit d'avoir une vue d'ensemble sur le fonctionnement de l'économie capitaliste. Les vœux pieux sur l'enseignement **pluri-disciplinaire** ne changeront rien à cette politique.

NOUS REFUSONS UNE « QUALIFICATION EN MIETTES »

■ introduction d'une **concurrence** entre les universités et les étudiants : les universités régionales et parisiennes entrent en compétition les unes avec les autres. Elles sont de plus divisées en enseignements d'élite (grandes écoles, 3^e cycle) et en enseignements au rabais (institut de technologie). Les diplômes n'auront plus nécessairement valeur nationale. Le nombre d'étudiants diplômés sera étroitement lié aux besoins de l'économie locale.

■ destruction du mouvement étudiant en le rendant complice de l'application de ces projets sans qu'il puisse s'y opposer. Dans les conseils élus, les étudiants ne représentent qu'une faible minorité face aux professeurs et aux « personnalités extérieures ». Ils auront les mains liées et devront cautionner les décisions contraires à leurs intérêts et **prises ailleurs**.

Ces conseils d'autre part n'ont qu'un faible pouvoir face au tout puissant ministre qui peut à tout moment casser leurs décisions.

Nous refusons la participation gaulliste !

METTRE EN ECHEC LA LOI FAURE, C'EST ACCENTUER LA CRISE ACTUELLE DU REGIME

Nous n'avons rien à gagner de l'application de cette loi. Non seulement elle n'est **pas un acquis de Mai**, mais elle contredit les objectifs visés à cette époque. Elle vise avant tout à liquider les contestataires en faisant croire que tous les problèmes sont miraculeusement résolus par notre intelligent ministre.

Le mouvement étudiant a montré en Mai qu'il représentait une force politique qui pouvait intervenir dans la lutte politique au niveau qui est le sien. Avec l'appui des travailleurs (sans lequel il n'est rien) qui ont élargi le combat jusqu'à la grève générale, nous avons fait vaciller le pouvoir.

Les luttes qui sont menées à l'Université dépassent le cadre des facultés : LA PARTICIPATION UNIVERSITAIRE n'est que le banc d'essai de la participation dans les entreprises (cf loi sur les droits syndicaux). En matant les étudiants, le pouvoir veut faire un exemple : montrer aux travailleurs que toute lutte est désormais impossible face à l'Etat policier.

- POUR REINTEGRER LES ETUDIANTS INJUSTEMENT EXCLUS DE L'UNIVERSITE,
- POUR REFUSER LA PARTICIPATION DANS LES USINES ET DANS LES UNIVERSITES,
- POUR DEFENDRE LES LIBERTES D'EXPRESSION SYNDICALES ET POLITIQUES,

SEULE UNE RIPOSTE COMMUNE DES TRAVAILLEURS ET DES ETUDIANTS PEUT FAIRE RECULER LE GOUVERNEMENT GAULLISTE

**POUR UNE UNIVERSITE SOUS LE CONTROLE DES TRAVAILLEURS ET DES ETUDIANTS, ET NON
UNE UNIVERSITE DE CLASSE AU SERVICE DU PATRONAT**

**OUVRIERS-ÉTUDIANTS TOUS UNIS
DANS UN MÊME COMBAT !**

ROUGE
journal d'action communiste - B.P. 201 - PARIS-19^e